

La boîte à murmures

n°17

Brèves de la section *Sud* de Roissy HUB

Avertissement :

La boîte à murmures est une parution SUD, elle entend offrir une tribune libre aux voix discordantes, impertinentes, en marge... pour susciter la réflexion, ouvrir des pistes, chanter d'autres chants que ceux qui nous servent de berceuses anxiogènes !

Au plus près du personnel !

Votre journal préféré vous remercie des encouragements prodigués à l'occasion du dernier numéro. En attendant, l'actualité syndicale est chargée, comme à son habitude. Le faux calme observable au HUB ainsi qu'à la PIAC (notre petite soeur) cache une multitude de dysfonctionnements et de frustrations que nous n'allons pas tarder à synthétiser sous la forme d'un beau préavis « *en bonnet du forme* » (comme l'a dit récemment un célèbre footballeur !). Rouge sera, bien sûr, la couleur du bonnet en question !

Nous admettons de voir évoluer notre métier, mais nous ne cautionnons pas le laisser-aller de nos dirigeants qui semblent actuellement naviguer à vue (les élections approchent, les strapontins s'agitent !). Nous avons notre mot à dire et nous allons aussi bien le dire que l'écrire. Postiers, postières : tendez l'oreille ! et ouvrez bien les yeux...

Devant la multiplication des coups fourrés de notre direction, la mutation accélérée de l'entreprise et une actualité sociale surchauffée, nous avons décidé de vous informer de façon plus régulière. Une boîte mail a été ouverte afin de faciliter notre communication : **roisshubsud@gmail.com**. Alors n'hésitez pas à nous renseigner sur les problèmes rencontrés ou les faits qui, selon vous, méritent d'être relayés sous forme d'articles. Ce numéro a été conçu avec le souci de conserver le témoignage de certains faits, et afin de mettre la direction du HUB en face de ses responsabilités.

Nous allons tenir une permanence chaque jeudi – sauf jour de grève et semaine d'HMI –, afin d'être présents sur toutes les brigades, et mener un travail de fond dans l'intérêt de tous. N'hésitez pas à prendre rendez-vous avec nous en consultant nos heures de délégation sur les panneaux syndicaux.



E
D
I
T
O

Mars 2016

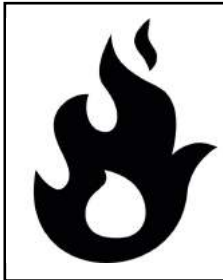
Organiser la débâcle

Selon notre directeur, la TOP « doit tout bouffer », sans aucun tri préalable. On laisse à la machine le soin de vomir – si l'on poursuit dans la métaphore – ce qu'elle ne peut pas assimiler. Le résultat est éloquent : chaque nuit, des centaines de lettres en recommandés sont chiffonnées, déchirées, déchiquetées, hachées menues par la machine. Plaignons le pauvre type qui fait encore confiance à La Poste, qui a dûment acheté un service (qui devrait être traité en cabine) et qui voit la feuille adjointe à sa lettre (celle où figurent les adresses) finir en confettis. Le poids de la hiérarchie impose de suivre les ordres, quelle que soit leur nature. Ne nous y trompons pas, « ne soyons pas pessimistes » comme dit notre directeur. L'objectif étant de faire un sale boulot, tout va pour le mieux dans le meilleur des centres de tri possible. Lorsque nous faisons état de problèmes matériels comme celui-ci, il nous est répondu systématiquement que nous n'aurons aucune réponse, puisque nous refusons de participer aux fameux « groupes de travail ». Nous savons, par expérience, que « les groupes de travail » ne mènent à aucun résultat concret. Multiplier les rendez-vous est une stratégie qui vise à nous occuper, et quand des décisions sont prises, nous sommes les derniers à en être informés. C'est la conception du dialogue social de La Poste et de notre actuel directeur, mais certainement pas la nôtre. Dans une entreprise fiable, le cheminement de l'information serait plus court et les problèmes rapidement solutionnés. Nous vivons décidément dans une société où les palabres et les réunions remplacent trop souvent une action efficace...



Retour de flamme

Parmi les premières volontés de notre directeur à son arrivée, il y avait celle d'imposer la demi-vacation sur tous les chantiers pour le bien de tous. Deux ans après, nous constatons que rien n'a été entrepris dans ce domaine, du moins en nuit. Les demandes des collègues restent souvent sans réponse. L'encadrement ne réagit réellement que sous la menace d'un arrêt maladie, ce qui est pour le moins regrettable. Dernièrement, notre directeur nous a rétorqué que nous devrions (nous, syndicat) organiser une consultation auprès de nos collègues afin de savoir ce qu'ils pensent de la demi-vacation (comme si nous ne faisons pas remonter leurs paroles !). Etrange provocation, qui montre une certaine légèreté que nous ne manquerons pas de rappeler en cas de problème. Nous savons, par expérience, que tout ce qui réclame du temps et des moyens est invariablement « oublié », mis de côté et passé sous silence.



Le ridicule ne tue pas

Des explosifs ont été détectés début février, en zone de sûreté. Il a fallu que des collègues attendent pas moins d'une heure et demie pour être éloignés de la zone potentiellement explosive. A l'heure où l'on nous explique que « nous sommes en guerre », à l'heure où le pays entier est sensé vivre sous la menace terroriste, la Poste fait preuve d'un étrange laisser-aller avec notre sécurité. Ceux qui devaient prendre la décision n'étaient pas d'accord sur la procédure à suivre ! Imaginez la teneur du débat : doit-on prier collectivement pour le salut de nos âmes ou prendre la poudre d'escampette ? La seule victime à déplorer ce jour-là, c'est la crédibilité de ceux qui sont censés nous protéger. Nous sommes en droit d'attendre des procédures claires en cas de danger, le code du travail est ambiguë face à ce cas d'école : l'employé a la capacité de faire valoir son droit de retrait, point barre.



Ces dernières années, de multiples fausses alertes, à la poudre ou à la grenade, avaient déjà démontré un certain flottement dans les procédures... Si le danger est avéré, on ne doit pas hésiter. Le « Sauf-qui-peut » est la meilleure procédure.

La confiance règne

Début février 2016, un questionnaire remis par les encadrants se proposait d'actualiser notre situation personnelle et se concluait par une menace disciplinaire en cas de faux renseignements. Non ?! Si, si... La confiance règne à Roissy, où il faut menacer les gens pour obtenir d'eux des données qui figurent déjà plus ou moins dans leur dossier. La défiance ambiante envers la Direction locale et l'encadrement a poussé de très nombreux agents à réagir. Ils et elles ont alerté la section locale SUD. Celle-ci a rapidement contacté le RRH, qui a reconnu qu'il y a eu maldonne. Ce petit détail en dit très long sur la façon dont nous sommes considérés.

Restons attentifs et vigilants sur ce sujet, comme sur d'autres d'ailleurs !

Précarité organisée

Les vagues de CDD se suivent. Et à chaque fois, il faut les reformer. Beaucoup sont sérieux, beaucoup se donnent à la tâche et font l'affaire. Leur contrat venant à expiration, ils disparaissent comme ils sont venus et leur espoir d'être embauchés disparaît également. Ils sont généralement jeunes et pleins de vitalité, ils ont envie de décrocher leur premier boulot afin d'avoir une vraie situation mais... CDI est devenu un gros mot, un tabou presque ! Saint Macron – avec sa gueule d'ange et son sourire d'enfoiré – a décidé que le nouvel évangile du salarié devait naître des cendres du code du travail. Dommage pour les jeunes, dommage pour l'avenir, dommage aussi pour la dignité humaine... Il y a un peu plus d'un an maintenant, lorsque nous avons suggéré à notre directeur de prendre des étudiants, celui-ci nous a accusé de défendre les emplois précaires... A l'épreuve des faits, c'est bien lui qui nous donne les preuves effectives de son indifférence au sort des jeunes, puisqu'il les jette comme des kleenex, les uns après les autres... Les actes seuls comptent, pas les déclarations. La Poste a bénéficié d'une manne conséquente pour embaucher, comme beaucoup d'entreprises. Mais elle ne songe qu'à faciliter les départs, et à multiplier les emplois précaires.



Indiscretion informatique !

Nos collègues du S3C ont eu « l'heureuse surprise » de voir leurs performances personnelles résumées sous forme de tableaux consultables par tout le monde sur l'Intranet postal. Est-ce un moyen d'organiser la concurrence entre eux ? Est-ce une façon, à peine masquée, de pousser nos collègues à la performance ? Ou bien de montrer du doigt celles et ceux qui feraient de moins bonne performance ? Beaucoup d'entre eux préféreraient que ce type de données soient mieux protégées, même s'ils n'ont plus à prouver leur sérieux : les statistiques concernent l'encadrement en priorité, en qui nous sommes en droit d'attendre une certaine discrétion d'usage...



REP = Reconnaissance En Panne

Aucune communication n'a été faite des noms de collègues susceptibles de passer les REP, du moins pas en temps et en heure. Malgré de multiples requêtes auprès des directions de Roissy et du pôle international, la réaction s'est beaucoup fait attendre et nous observons que très peu de collègues sont passés au grade supérieur (5 en tout).

Depuis 2009, nous ne recevons plus de feuille mentionnant notre droit et nos aptitudes à accéder au grade supérieur. Tout est fait à l'arrache, dans l'urgence et la plus grande opacité. Evoluer dans une entreprise qui régresse peut poser un sérieux problème moral. Le niveau zéro de l'offre sociale a été atteint depuis déjà de longues années à Roissy. Rappelons à cette occasion que SUD réclame le II.I comme grade de base et organise la riPoste dès le mois de mars. A suivre.... en HMI.

Les beaux discours

Les beaux discours de l'encadrement sur la convivialité, la qualité des échanges, le bon relationnel, le bien-être au travail sont autant de concepts creux à la PIC ROISSY. Si on reconnaît aux agents une vie personnelle, celle-ci ne doit pas empiéter sur les nécessités de la production ! Exemple récent à la TOP : un agent vit une situation familiale grave qui nécessite 2 jours d'absence. Cet agent demande donc de pouvoir poser 2 CA pour être présent en province. L'encadrante TOP attendra la deuxième partie de la nuit pour lui refuser le premier CA et, dans un élan d'extrême bonté, lui accordera le second. Sauf qu'un seul CA n'est pas suffisant pour le trajet aller/retour en province et la durée de la cérémonie. Cet exemple illustre bien un management déficient. Plus le management est rigide, sans humanité, sans crédibilité, sans contrepartie, sans reconnaissance professionnelle, plus la démotivation gagne du terrain... On constate que les belles pensées, à la PIC ROISSY, sont vite démenties par les actes. Les agents ont raison d'être indignés ! Tout ça manque cruellement de souplesse et d'humanité ! Même si Stéphane Hessel a titré son livre pour des phénomènes de société et des choix politiques infiniment plus larges que notre microcosme professionnel, nous renchérissons « Indignez-vous ! » refusons de nous soumettre au fait du prince, traitons d'égal à égal avec notre hiérarchie, ne nous laissons pas leurrer par les palabres !

Pourquoi je vis

Pourquoi que je vis
Pourquoi que je vis
Pour la jambe jaune
D'une femme blonde
Appuyée au mur
Sous le plein soleil
Pour la voile ronde
D'un pointu du port
Pour l'ombre des stores
Le café glacé
Qu'on boit dans un tube
Pour toucher le sable
Voir le fond de l'eau
Qui devient si bleu
Qui descend si bas
Avec les poissons
Les calmes poissons
Ils paissent le fond
Volent au-dessus
Des algues cheveux
Comme zoizeaux lents
Comme zoizeaux bleus
Pourquoi que je vis
Parce que c'est joli

Boris Vian

« Le choc de simplification » (ou le suicide collectif français)

Il est désormais facile pour chacun d'entre nous d'imaginer comment se passe le conseil des ministres. Le président se lève et dit : « Bon ! Les gars, on a flingué tout espoir d'alternative politique en France pour longtemps, on a boosté comme jamais l'électorat du front national, on a refile un max de blé aux puissants, on a découssé les régions, perverti la constitution, déclaré la guerre et l'Etat d'urgence pour lutter contre un ennemi invisible... On a contribué à précariser les pauvres ainsi qu'à en créer de nouveaux, on a culpabilisé les chômeurs, affaibli les syndicats, dévitalisé les services publics... On a labouré les paysans, détaxé les taxi, piégé les entrepreneurs, fragilisé toutes les économies locales, laminé la gauche de la gauche, notre succès est total. La France de demain ne sera, grâce à nous, qu'une province du Koweït, ou des Emirats arabes unis. Alors, à quoi allons-nous nous attaquer cette semaine... ?



- A l'orthographe ! dit une jeune ministre, qui a tout d'une bonne élève (par réflexe, elle prend soin de lever le doigt, comme si elle était encore à l'école).
- Bonne idée Najat, commente aussitôt notre cher Président. Attaquons-nous au langage, afin que les français n'aient vraiment plus aucune chance de comprendre ce qui leur arrive. Votre jeunesse n'a d'égale que votre présence d'esprit : seule une population décérébrée s'abaisserait à voter pour des gens comme nous !
Et nos élus de poursuivre vaille que vaille une politique dont eux-seuls peuvent désormais comprendre la logique profonde...

Des tas d'urgences !



Violence en Corse, violence chez les éleveurs et les agriculteurs, violence chez les taxis... Les manifestations finissent de plus en plus en mal. La déréglementation tous azimuts instituée par la loi Macron et l'incapacité de nos gouvernants à juguler un chômage endémique créer une insécurité morale toujours plus grande dans notre pays. La chasse au terrorisme n'arrive plus à masquer un climat social de plus en plus explosif. Les pics de violence liés aux manifestations récentes trouvent souvent une issue tragique et on ne compte plus les yeux de manifestants éclatés sous l'effet du fameux « flash-ball » – dont l'usage est pourtant rigoureusement règlementé. Cette violence graduelle se heurte au silence des politiques qui préparent actuellement les prochaines élections... Ceux qui nous gouvernent portent une lourde responsabilité dans la dégradation de nos conditions de vies.

Heures supps, 35 heures, code du travail, enfumage Et larmes à gauche...

Les attaques répétitives contre les 35 heures visent-elles à autre chose qu'apporter de l'eau au moulin à vent du MEDEF ? Il est toujours utile d'attaquer les travailleurs-euses en période de négociations salariales. Même si notre premier ministre menace actuellement de retirer les aides gouvernementales allouées aux entreprises (qui continuent de débaucher plutôt que d'embaucher, bien qu'elles aient empoché des millions d'euros offerts par le gouvernement), il a choisi son camp dès son entrée en fonction. Ses déclarations ne constituent donc que des étapes dans une stratégie pathétique visant à remobiliser une « gauche » cliniquement morte. Au Parti Socialiste, comme chez les Républicains, on se prépare à des petits meurtres en famille (primaires obligent). Alors que le pays est économiquement aux abois, la course au pouvoir manifeste un cynisme sans précédent. Nul doute que cette année sonnera le glas d'une politique qui a prouvé définitivement son impuissance à résoudre les problèmes auxquels elle prétend s'attaquer. La mort de la politique sera l'oeuvre des politiciens eux-mêmes. Qui peut encore croire à leurs promesses ?